



DÉCISION N° M_DEC2503_024

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

VU :

- La loi n° 2007-297 du 05 mars 2007 modifiée relative au Fonds interministériel pour la Prévention de la délinquance ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2122-22 ;
- Le budget primitif de l'exercice 2025 ;
- La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT :

- que la Préfecture de la Seine-Maritime est chargée de gérer le Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance ;
- que le projet de sécurisation et d'extension du réseau de vidéo-protection urbaine a été voté au budget 2025 lors de la séance du Conseil Municipal du 16 décembre 2024 ;

DÉCIDE :

- de répondre à l'appel à projets du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance 2025 pour solliciter une subvention d'un montant de 2 500 € dans le cadre du programme S « Vidéo-protection voie publique ».

Ce projet fait également l'objet d'une demande de subvention auprès du Département de Seine-Maritime.

Le plan de financement est présenté ci-après :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	16 666,67	Subvention Département (30%)	5 000
		Subvention FIPD (15%)	2 500
TVA 20 %	3 333,33	Part Ville de Montivilliers	12 500
Montant Total TTC	20 000	Montant total TTC	20 000

D'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce dossier.

Envoyé en préfecture le 07/03/2025

Reçu en préfecture le 07/03/2025

Publié le 07/03/2025

ID : 076-217604479-20250307-M_DEC2503_024-AU

webdelib

Imputation budgétaire
Exercice : 2025
Opération : 10112 (Vidéo-protection)
Sous-fonction et rubriques : 112
Nature et intitulé : 2183 (matériel de bureau et matériel informatique)
2313 (constructions)

A Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**

